

Les banques centrales mises en danger par la dette publique

Article rédigé par *or.fr*, le 20 juillet 2021

Source [or.fr] Les banques centrales américaines et européennes – la Fed et la BCE – veulent nous faire croire qu’elles sauront, le moment venu, remonter leurs taux directeurs. Lorsqu’elles jugeront que l’inflation se mettra à dérapier, que la dette publique atteindra des niveaux inquiétants, que l’endettement des particuliers et des entreprises mettra en danger les banques, elles n’hésiteront pas et fermeront le robinet. Il n’y a donc aucune inquiétude à avoir, les marchés doivent se rassurer, ni les prix ni la dette ne mettront en péril la stabilité économique.

Le problème est que le passé ne plaide pas du tout en faveur de ce discours. Mais les banques centrales comptent certainement sur la mémoire de poisson rouge de la plupart des investisseurs... En effet, chaque période de "normalisation" a débouché sur une crise :

- La remontée des taux d’intérêt aux États-Unis en 1999-2000 (de 5 à plus de 6% pour le taux directeur de la Fed) a déclenché la crise boursière de 2000, notamment des valeurs technologiques. Trop endettées, les entreprises réduisent fortement leurs investissements, ce qui débouche sur la récession de 2000-2001. Durant l’année 2001, la Fed passe son taux de plus de 6% à 2%, une sacrée dégringolade.
- La hausse des taux de la Fed entre 2005 et 2007 (de 1 à 5%) provoque un retournement du marché immobilier qui fait exploser les *subprimes*. S’en suit une sévère récession et la Fed, en panique, fait chuter son taux de 5 à quasiment 0% durant l’année 2008.
- Sur la période 2018-2019, la Fed décide de réduire la taille de son bilan (les bons du Trésor qu’elle possède et qui arrivent à échéance ne sont pas renouvelés), mais la Bourse réagit très mal et les banques connaissent de graves problèmes de liquidité (crise du repo de septembre 2019). La Fed stoppe immédiatement cette politique.
- Sur cette période, la BCE suit la politique de la Fed et adapte son taux directeur avec quelques mois de retard. La crise de la dette en 2011, qui touche la Grèce, mais aussi Chypre, l’Espagne, le Portugal, l’Irlande, l’oblige à passer ses taux sous les 1% pour parvenir à quasiment 0% en 2014.

Retrouvez l’intégralité de l’article [en cliquant ici](#)